



## Déclaration du Groupe de Travail interparlementaire pour promouvoir les droits fondamentaux des Palestiniens

### Description

Le 9 novembre 2021



En tant que législateurs d'Amérique du Nord et d'Europe, nous condamnons fermement la dernière attaque du gouvernement israélien contre la société civile palestinienne. Le 19 octobre, Israël a désigné six importantes organisations de la société civile (OSC) comme « organisations terroristes », démarche qui vise à criminaliser et à éliminer le plaidoyer en faveur des Palestiniens et à intimider la communauté internationale pour qu'elle annule son financement et ses relations de partenariat. En plus de l'effet catastrophique que cette attaque est susceptible d'avoir sur la capacité des OSC à poursuivre leur travail essentiel pour les droits de l'homme, nous sommes également profondément inquiets devant les menaces que cela représente pour les droits et la sécurité personnelle de leurs employés et bénévoles.

C'est un moment crucial pour la communauté internationale. Il est impératif que nous répondions énergiquement à la criminalisation par Israël de la société civile palestinienne. Nous exhortons nos gouvernements à écouter les exigences des OSC palestiniennes et à utiliser tous les moyens à leur disposition pour mettre fin à l'impunité d'Israël et tenir les autorités

---

pour responsables de leurs attaques flagrantes sur la société civile et les défenseurs des droits de l'homme.

Cette dernière crise démontre encore plus l'importance de faire progresser les initiatives législatives qui peuvent mettre fin au financement des violations des droits fondamentaux des Palestiniens sous occupation israélienne. Il existe une initiative importante, H.R. 2590I, l'Acte de Défense des Droits Fondamentaux des Enfants et des Familles Palestiniennes qui Vivent Sous Occupation Militaire Israélienne, déposée par la Membre du Congrès Betty McCollum à la Chambre des Représentants des États-Unis. Cette loi interdirait aux États-Unis de financer des pratiques israéliennes dont : 1) la détention militaire d'enfants palestiniens ; 2) la démolition de logements et de propriétés palestiniennes ; et 3) la poursuite de l'annexion de la terre des Palestiniens en violation du droit international.

Nous incitons à l'adoption urgente de cette loi par les États-Unis et nous nous engageons à rechercher les moyens pour adopter ces principes dans nos législatures respectives. Des mesures concrètes de responsabilisation sont nécessaires pour s'assurer que plus aucun argent public ne sera utilisé pour subventionner l'oppression continue des Palestiniens par Israël.

Signataires :

- \* Steven De Vuyst, Membre du Parlement, Belgique (Parti des Travailleurs de Belgique)
- \* Simon Moutquin, Membre du Parlement, Belgique (Écolo)
- \* Patrick Costello, Teachta Dála, Irlande (Les Verts/Comhaontas Glas)
- \* Pádraig MacLochlainn, Teachta Dála, Irlande (Sinn Féin)
- \* Gino Kenny, Teachta Dála, Irlande (Les Gens Avant le Profit)
- \* Veronika Honkasalo, Membre du Parlement, Finlande (Alliance de Gauche)
- \* Idoia Villanueva, Membre du Parlement Européen du Comité AFET, Espagne (Podemos)
- \* Matej Tavner Vatovec, Membre du Parlement, Slovaquie (Parti de Gauche)
- \* Erasmo Palazzotto, Membre du Parlement, Italie (Libres et Égaux)
- \* Leah Gazan, Membre du Parlement, Canada (Nouveau Parti Démocratique)
- \* Niki Ashton, Membre du Parlement, Canada (Nouveau Parti Démocratique)
- \* Matthew Green, Membre du Parlement, Canada (Nouveau Parti Démocratique)
- \* Ruba Ghazal, Membre de l'Assemblée Nationale, Québec (Québec Solidaire)

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Retrouvez la déclaration originelle [ici](#).

**date créée**

2021/11/15